

MAP: la RGPP+

Le gouvernement vient de lancer la Modernisation de l'action publique (MAP).

Comme la Révision générale des politiques publiques (RGPP) le but affiché de la MAP est «d'améliorer les services publics» mais surtout de «permettre de dégager de nouvelles économies budgétaires» pour tenir les engagements gouvernementaux de réduction des dépenses publiques (budgets 2013-2015 et réductions des dépenses de 52 milliards d'euros en cinq ans / transposition du traité TSCG / loi organique du 18 décembre: hasard du calendrier ou concomitance de rigueur?). La MAP est aussi associée par le gouvernement à un souci de «compétitivité»...

Au-delà d'un débat sur les simplifications, Force Ouvrière dénonce un nouveau processus qui conserve les objectifs RGPP de suppressions de postes, de services et de missions publiques. Il s'agit d'inscrire une réorganisation de l'action publique par des mesures de suppressions de structures et d'économies pour accompagner des décisions budgétaires d'austérité. Cela n'est pas acceptable.

Les 50 premières décisions gouvernementales (représentant plus de 120 mesures) instaurent des chantiers de réformes interministériels, impactant autant les fonctionnaires que les usagers, qui n'ont pas été concertés. A cela s'ajoutent les 300 (sur 561) mesures de la RGPP non terminées et qui sont maintenues ainsi que celles structurelles qui seront instaurées par chaque ministre, au premier trimestre 2013, dans un «programme de modernisation et de simplification», couvrant la période 2013-2015.

La MAP, c'est la RGPP+!

Force Ouvrière condamne une méthode, des objectifs et des principes RGPP qui n'ont fait que changer de nom. Force Ouvrière rappelle sa revendication, formulée en 2007 avant la RGPP et à nouveau en 2012 avant la MAP, qu'un débat global soit mené afin de répondre aux questions: «Quels besoins publics? quelles missions et politiques publiques pour y répondre? quelle organisation, quels moyens et quels services publics, dans le respect des 3 versants de la Fonction Publique de la République, pour leurs mises en œuvre?».

Ce sont tous les services publics qui sont à nouveau menacés, et la République fragilisée.

Communiqué Force Ouvrière du mercredi 19 décembre 2012



<http://fovinatier.free.fr/>